

A la raffinerie Total de Grandpuits, un combat social teinté de vert

PAR MANUEL JARDINAUD
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 8 JANVIER 2021



Piquet de grève, le 7 janvier 2010. © MJ

Le 7 janvier, les salariés de la raffinerie Total de Grandpuits ont voté la reconduction de la grève contre le projet de transformation du site en plateforme « zéro pétrole », dénonçant la casse sociale et un mensonge écologique.

>De la CGT à Greenpeace, la société civile bouscule la gauche

>Faire grève pour le climat? Tous les syndicats n'osent pas franchir le pas

Grandpuits (Seine-et-Marne).— Il s'est mis à neiger. Peu après 14 heures, le 7 janvier, sur le parking de la raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne), l'assemblée générale des salariés débute, dans le froid mordant, autour du brasero. Des dizaines de palettes sont empilées pour alimenter le foyer bienfaisant. Après quatre jours d'arrêts de travail, qui succèdent à des débrayages cet automne, les délégués syndicaux (CGT, CFDT, FO) assurent n'avoir jamais vu autant de monde prêt à se mobiliser. La grève est reconduite jusqu'au lundi 11 janvier, à l'unanimité des présents.

Les ouvriers luttent contre le plan social – perte de 150 emplois sur un effectif de 400 actuellement –, dans le cadre de la reconversion du site en « plateforme zéro pétrole de biocarburants et bioplastiques », **annoncée officiellement par le groupe le 24 septembre**. Fers de lance de la contestation, les travailleurs dits postés, qui font les trois-huit et assurent le maintien de la production, refusent la demande de la direction

de « dégazer » (vider les lignes de production des hydrocarbures) afin de commencer le démantèlement de l'usine au début du printemps.



Piquet de grève à la raffinerie Total de Grandpuits, en Seine-et-Marne, le 7 janvier 2010. © MJ / Mediapart

La ligne de crête est tenue pour les syndicats : ils doivent mobiliser pour préserver l'emploi, sans pour autant passer pour des anti-écologistes. « *Demain, Total arrive en transformant le site avec les mêmes effectifs, il n'y a pas de sujet, il n'y aura pas de grève* », résume Florian Bourget, délégué FO.

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) veut démontrer le bien-fondé de la mobilisation. D'abord préserver l'emploi sur le site, auquel s'ajoutent *a minima* 400 à 500 autres venant de sous-traitants ou fournisseurs. Un séisme pour un territoire vide d'industries, aux champs de betteraves à perte de vue.

« *On veut de l'emploi, on veut préserver les possibilités d'évolution. À cela, la direction répond par le silence et du mépris* », dénonce Adrien Cornet, de la CGT. Avec l'autre délégué syndical Olivier Ducreux, de la CFDT, il insiste sur l'absence de dialogue social, sur la brutalité de demander aux salariés d'arrêter eux-mêmes leur outil de travail, et sur la possible perte d'acquis sociaux lors des reclassements ou des changements de métier.

Richard, opérateur en trois-huit au sein de la raffinerie, en livre un exemple : « *Mon poste va être supprimé, je ne sais pas ce que je vais devenir. Et puis, qu'est-ce qu'il va me rester des primes que je touche, qui représentent de 30 à 35 % de mon salaire ? La direction maintient le flou, elle fait du théâtre.* » Comme nombre de ses camarades réunis autour du barbecue, il s'indigne que le groupe Total puisse

évoquer « un plan social de haut vol », personne sur le site n'obtenant la moindre garantie en termes de carrière.

Paul lui emboîte le pas. Le militant CGT parle « d'une violence du projet en termes de destruction d'emplois ». « On ne s'attendait pas à une division de presque par deux des effectifs. La violence vient aussi du fait qu'il n'y a aucun lieu de discussion pour préserver des postes. » Il a voté la reconduction de la grève sans aucune réserve.

Tout comme Momo et Rémi, qui plaisantent sous l'Abribus jouxtant l'entrée du site, comme pour conjurer le froid et l'inquiétude. « Il n'y a aucune prise en compte de l'humain par la direction », dit le premier. « Quand on voit les fiches des futurs postes, en plus ça ne fonctionne pas, on nous rajoute des tâches », s'insurge le second.

Tous deux, en outre, sont doublement touchés par l'incertitude de l'avenir puisque leurs conjointes respectives travaillent dans des entreprises déjà victimes d'un plan social. « Chez nous, on paye fort le prix de la crise », confie Momo. « C'est vraiment brutal, clame à son tour Richard. Mon poste est supprimé. Avec ma femme, on se dit qu'on va peut-être devoir partir. Une évolution, oui, mais à quel prix ? »

Pour justifier l'accélération de la transformation de la raffinerie, Total invoque deux arguments. D'abord, la rénovation du pipeline reliant le port du Havre à la raffinerie, qui fournit l'usine en carburant, et la vétusté de l'outil de production nécessitent un investissement de 600 millions d'euros, contre 500 millions pour le projet retenu.

Ensuite, avec la création d'activités nouvelles – usine de bioplastiques, unité de recyclage de plastiques et deux centrales photovoltaïques – « Total démontre son engagement dans la transition énergétique et réaffirme l'ambition du groupe d'atteindre la neutralité carbone en Europe d'ici 2050 », comme l'indique le communiqué officiel.

Or, c'est cette logique même que dénoncent les salariés. Non pas de prendre le virage écologique, mais d'habiller de vert une destruction sociale. « Est-ce qu'on doit laisser les entreprises comme Total penser

l'écologie de demain, alors qu'elle va continuer de produire dans des pays avec des normes sociales et environnementales bien inférieures aux nôtres ? », interroge Adrien Cornet.

Ces mêmes questions parcourent le piquet de grève. « Ce discours ne passe pas. Total va fermer la raffinerie alors que la consommation de carburant ne va pas significativement baisser. Il faudra donc raffiner ailleurs », assure Paul, bonnet vissé sur le crâne. « Je sais bien que l'on doit évoluer, mais utiliser des terres agricoles pour produire des carburants et du plastique, ça m'interroge », explique Momo, montrant le panorama de champs qui entourent l'usine à perte de vue.

« On voit bien l'état de notre planète. On a des enfants, on fait le tri à la maison »

À l'instar de ses camarades, Rémi, lui aussi travailleur posté, dénonce le coût supplémentaire induit en termes de transport du carburant raffiné dans d'autres unités, et donc les conséquences pour l'environnement. Pour les grévistes, le compte n'y est pas et Total s'adonne au *greenwashing*.



Adrien Cornet, délégué CGT à la raffinerie Total de Grandpuits, en Seine-et-Marne, le 7 janvier 2020. © MJ / Mediapart

Ce questionnement sur la transition écologique alliée à la préservation du modèle social, assez nouveau dans le discours public des ouvriers et des syndicalistes, imprègne la lutte de Grandpuits. D'ailleurs, politiques et associations écologistes ne s'y trompent pas, qui viennent soutenir la grève et le combat des salariés de Total. « On voit bien l'état de notre planète. On a des enfants, on fait le tri à la maison. Et les écologistes sont assez intelligents pour comprendre que ce qui ne sera plus fait ici sera produit ailleurs », analyse Rémi.

Julien Bayou, secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), s'est déplacé à leurs côtés fin 2020. « *Au nom de la transition écologique, on jette les salariés comme des mouchoirs en papier* », insiste-t-il. Avant d'ajouter : « *Il se passe quelque chose de nouveau avec cet intérêt de la CGT et des salariés pour la question écologique. Il y a, en plus d'une envie, des compétences sur le sujet. C'est passionnant.* »

Le 7 janvier, jour de la reconduction de la grève, l'élue régionale EELV Bénédicte Monville a d'ailleurs fait le déplacement pour dénoncer, tour à tour, « *le raffinage à l'étranger avec des normes environnementales et sociales inférieures* » et poser la question de « *la transition du travail* » au sein de la transition écologique. Un discours applaudi par des salariés pourtant pas traditionnellement tendres devant les exigences des Verts.

Cette convergence très pragmatique fait écho à un rapprochement plus politique opéré depuis quelques mois entre la centrale de Montreuil et le champ écolo. Au mois de mai 2020, **la CGT avait cosigné un appel** avec Greenpeace, Oxfam et d'autres ONG intitulé « *Plus jamais ça. Un monde à reconstruire* », avec

une partie entière « *pour une reconversion sociale et écologique des activités* ». Une démarche inédite pour la confédération à l'époque.

Le conflit social de la raffinerie de Grandpuits donne l'occasion au syndicat, mené par son leader local Adrien Cornet, de travailler cette double injonction. D'autant plus que Total assure que le site sera rapidement profitable, tout en persévérant à y détruire de l'emploi.

Pour aller plus loin, et au-delà des revendications strictement syndicales, la CGT de Grandpuits a engagé un travail, encore embryonnaire, avec l'association Les Amis de la Terre et Greenpeace. Objectif : sur les terrains libérés par la transformation du site, proposer une alternative industrielle respectueuse de l'environnement et socialement bénéfique au territoire. En somme, conjuguer emploi et écologie.

« *Nous avons trois ans pour penser un réel projet énergétique avec aucune suppression d'emploi et réellement vert* », résume Adrien Cornet. Pour lui, de telles activités doivent être « *sous contrôle ouvrier* » car « *on pêche dans ces rivières, nos enfants se baladent dans ces champs, on vit dans cette région* ». Grandpuits pourrait rapidement devenir le symbole d'un combat syndical teinté de vert.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.